

7 Jours

Filpac CGT

N°91 – 25-5-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

L'extrême droite par son score ouvre une crise politique qui double la crise économique. L'humiliation sociale subie par les salariés, jeunes et vieux, actifs et chômeurs, stigmatisés par le patronat, a été aggravée par une gauche qui leur a fait croire qu'elle les représentait. Là se bâtit le bluff néofasciste du FN qui gangrène une démocratie française qui s'est retirée devant la finance. Cette trahison de gauche a dopé la dynamique raciste. Il s'agit moins de gloser sur un vote d'adhésion au FN que de voir une désadhésion massive et durable aux formations politiques et syndicales cogestionnaires du libéralisme au temps de la crise majeure du capitalisme. **C'est le mouvement social qui nous sortira du piège nationaliste. Construisons-le.**

N'ayons pas peur !

Il faut s'émanciper du système libéral qui engendre ce naufrage

Pourquoi la France est particulièrement défigurée par l'extrême droite ?

La particularité nationale repose sur cette réalité : c'est la gauche de gouvernement qui a assuré le tournant libéral au début de la crise tout en abusant de l'espérance des salariés.

Quand Reagan aux USA et Thatcher en Grande-Bretagne incarnaient l'usage de l'Etat pour donner le pouvoir à la finance, c'est François Mitterrand qui assura le grand virage libéral au début de son long règne (14 ans) dans les années 80. Au moment même où le peuple croyait au slogan présidentiel de l'époque, « *sortir du capitalisme* » ! Convertis à l'individualisme inégalitaire de marché, nombre d'intellectuels néo-socialistes et syndicalistes de la 2^e Gauche (la CFDT) ont sorti de leurs chapeaux les munitions pour construire le pont idéologique vers le libéralisme.

L'exclusion de la question sociale par le gouvernement précipite la crise politique qui s'ouvre

Comment ne pas voir une logique implacable dans cet enchaînement de mesures qui ont nié la représentation sociale des salariés, qui ont refusé la parole des syndicalistes portant l'intérêt social. Ce déni social a fourni un boulevard à l'extrême droite, autoritaire et antisyndicale par nature.

La gauche au pouvoir a contribué, avec le patronat, à humilier les salariés, chassés des entreprises et dénoncés comme chômeurs assistés, stigmatisés chaque jour comme trop payés et fauteurs de crise pour la simple raison qu'ils touchent une rémunération et des prestations sociales. Les ANI transformés en lois, les reculs du Code du travail et de la Sécurité sociale ont été des putschs antisociaux qui ont encouragé l'extrême droite.

La gauche convertie au libéralisme a servi le système au pire moment, celui de sa plus grande crise depuis 1929, avec un chômage de plus grande ampleur parce qu'il est doublé d'une montée effroyable de la précarité.

C'est la violence du libéralisme qui favorise et valorise la violence de l'extrême droite.

Le libéralisme politique comme l'extrême droite fondent leur idéologie sur l'inégalité. L'inégalité sociale érigée en principe du marché financier trouve une sœur jumelle dans l'inégalité raciale que l'extrême droite défend. Pour le système libéral, la normalité inégalitaire confère à 1% de la population le pouvoir jeter à la rue les autres 99%, si le profit l'exige. L'extrême droite répand par dessus cette croisade patronale une violence complémentaire, celle qui offre au système capitaliste une fracture supplémentaire qui divise les salariés par les origines, la nationalité, la religion.

La seule issue à la crise sera portée par le mouvement social. Construisons-le Premier rendez-vous ? Un tous ensemble le jour de la Conférence sociale, le 7 juillet !

Chaque acte syndical compte double désormais. En raison de la crise économique et de la crise politique. Taire nos revendications à quelques heures d'une Conférence sociale qui veut sacrifier la sécurité sociale sur l'autel de la compétitivité, c'est encourager les nationalistes chauffés à blanc. Ne pas s'opposer à toute mesure d'humiliation des salariés par les licenciements et les plans sociaux, c'est tourner le dos à des tâches que le FN prétend prendre en charge par le racisme. Et admettre que nos salaires sont trop élevés, c'est laisser les dividendes des patrons alimenter les caisses de Le Pen.

N'ayons pas peur d'affirmer la seule voie, l'émancipation sociale, et la construction du mouvement qui la porte.